

Prix Turgot

Liste des chroniques 2026



Auteur(s)	Titre de l'ouvrage	Éditeur	Auteur de la chronique
WEIL E.	Retraites, un blocage français	Plon	Sophie Friot
DESJEUX M.	L'industrie de défense au service des ambitions françaises	Les Presses des Mines	Florence Anglès
BACACHE- BEAUVALLET M., BENHAMOU F.	Négligences. Une économie de l'inattention	Calmann Levy	Jean-Jacques Pluchart
RADJOU Navi	Economie frugale. Construire un monde meilleur avec moins	Pearson	Jean-Jacques Pluchart
BERTEZENE S.	Démocratie en santé et pouvoir d'agir des usagers	LEH Éditions	Jean-Jacques Pluchart
F.SONG-NABA, S. David ILBOUDO et W. A. BEYI (dir),	L'Afrique et la modernité. Des sciences ou des consciences	L'Harmattan	Jean-Jacques Pluchart
VILAINE L., ALFONSO D.	Le retour de la puissance en géopolitique. Bienvenue dans le vrai monde	L'Harmattan	Florence Anglès

1. WEIL E, *Retraites, un blocage français*, Plon

Note de lecture : Sophie Friot

S'intéresser de près au système de retraite n'est finalement pas une histoire d'âge. A l'approche de ses 30 ans et à contre-courant de ses pairs, Eric Weil a fait des retraites son sujet de prédilection et nous propose dans cet ouvrage une réflexion profonde sur le système. Son ambition est de nous aider à y voir plus clair, afin de faire preuve de plus de discernement dans les débats souvent animés sur le sujet. Tout d'abord, il expose, avec pédagogie et d'arguments chiffrés, le fonctionnement du système actuel et son histoire. Réformer le système met souvent les Français dans la rue bien que la plupart ne savent pas toujours de quoi il en est question exactement. Il précise en effet que si un tiers des Français déclarent savoir comment il fonctionne, seul 8% le comprennent vraiment. Il met en lumière les principes et règles du système, notamment sur les différences entre l'âge légal/l'âge d'ouverture des droits (AOD), la durée d'assurance requise (DAR) et l'âge d'annulation de la décote (AAD) : mal comprises ou précises, ces notions sont portées souvent à confusion auprès des actifs. Un chapitre est dédié sur les dix idées reçues sur les retraites et propose au lecteur une prise de hauteur pertinente. Tous les points d'achoppement divisant les Français et les politiques sont abordés : le statut des fonctionnaires, les carrières longues, le système à points et la retraite à 60 ans entre autres. Quant au point de vue sur le financement du système de retraite, il précise que la question du déficit des retraites ne peut être isolée de celle de l'équilibre global des comptes publics. Si les prélèvements sont nécessaires pour financer le 1er poste du déficit public, augmenter les cotisations n'est pas une fin en soi puisqu'elle aura un impact sur la rémunération nette des salariés et la compétitivité des entreprises. Ensuite, une deuxième partie s'attache à démontrer que, bien que le système soit inéquitable, complexe et peu pilotable ; il est bien plus généreux qu'ailleurs et qu'il est une exception parmi les pays de l'OCDE. Enfin, l'auteur poursuit le débat en proposant des réformes pouvant être applicables à court et moyen terme. Notre « bon vieux système de répartition » est devenu moins rentable avec le temps. Il ne peut être opposé continuellement au système de capitalisation. L'auteur estime qu'un système mixte serait plus opportun, en encourageant par exemple l'épargne retraite via les PER volontaires. A cela, il prône la création d'un « compte unique de retraite », permettant à terme de passer d'une quarantaine de régimes aux règles hétérogènes à un seul. En synthèse, il estime que parmi toutes les solutions proposées, il semble difficile de ne pas demander un effort aux actuels retraités et d'inciter à travailler plus longtemps. En tout état de cause, la réforme devra être mise en œuvre progressivement pour être acceptée par les Français, avec le soutien d'au moins un syndicat majeur. Ce livre est à conseiller à tous les lecteurs

en quête d'une meilleure compréhension de notre système et de ses enjeux et surtout, à tous les jeunes convaincus qu'ils n'auront pas de pensions de retraite dans 30 ou 40 ans.

Bio de l'auteur

Eric Weil est un ancien conseiller ministériel en charge des retraites. Diplômé de l'ESSEC, il a également exercé des activités de conseil en stratégie auprès d'entreprises françaises et étrangères.

2. DESJEUX M., *L'industrie de défense au service des ambitions françaises*, Les Presses des MINES

Note de lecture : Florence Anglès

Dans son ouvrage intitulé *L'industrie de défense au service des ambitions françaises*, Marie Desjeux met en lumière un aspect souvent négligé dans le débat public : l'industrie de la défense ne peut être appréhendée par les outils d'analyse économique usuels. En France, la base industrielle et technologique de défense (BITD) englobe les secteurs de l'aérospatial, du naval, du terrestre et, plus récemment, du cyberspace. Ce tissu industriel est constitué de neuf grands groupes et d'environ 4 000 PME et ETI, dont les activités de recherche et de production à haute technicité génèrent plus de 200 000 emplois directs et indirects. Ce secteur opère dans un contexte de monopsonie, où l'État est le principal, voire l'unique acheteur, et où il fixe les règles du jeu. L'État influe ainsi de manière déterminante sur l'équilibre de ce secteur singulier. C'est dans ce cadre très spécifique que l'auteure situe son analyse. La loi de programmation militaire (LPM), qui définit les budgets de défense sur plusieurs années, offre une visibilité financière essentielle. La LPM 2024-2030 prévoit une enveloppe de 413 milliards d'euros sur sept ans, permettant aux entreprises d'investir et de maintenir des compétences critiques avec une certaine assurance — un luxe rare dans d'autres secteurs stratégiques. Le conflit en Ukraine met toutefois en évidence les limites d'un modèle longtemps adapté à la production de systèmes complexes, aujourd'hui confronté à des impératifs accrus de volume, de rapidité et de résilience industrielle. L'ouvrage invite ainsi à considérer ces tensions non comme des dysfonctionnements conjoncturels, mais comme des signaux structurels appelant à repenser la gouvernance industrielle et le rôle de l'État en tant que stratège de long terme, au-delà des arbitrages immédiats. Il fait écho à l'adage de Végèce — *Si vis pacem, para bellum* (si tu veux la paix, prépare la guerre). Dans le domaine de la défense, cette préparation s'inscrit nécessairement dans le temps long, fondée sur des investissements patients et des choix publics cohérents. C'est là, selon Marie Desjeux, que se joue la souveraineté nationale.

À propos de l'auteure

Diplômée d'un master en politique publique et développement, Marie Desjeux a travaillé à l'INRAE puis au service économique de Pretoria, où elle a analysé les enjeux environnementaux et climatiques en Afrique du Sud. Elle est actuellement chargée d'étude à La Fabrique de l'industrie.

3. BACACHE-BEAUVALLET M., BENHAMOU F., Négligences. Une économie de l'inattention, Calmann Levy

Note de lecture : Jean-Jacques Pluchart

Depuis les ouvrages pionniers de Mc Luhan et de Patino, le thème des « négligences » est devenu un débat de société. Ce livre a le mérite de ne pas limiter les négligences à de simples défauts d'attention dus notamment à l'attraction des écrans ou à des boîtes noires algorithmiques. Il s'étend à tous les gestes quotidiens, comportements professionnels et attitudes sociales. Le sous-titre du livre « une économie de l'inattention » trahit bien l'ambition des autrices qui est d'ériger la négligence en discipline scientifique. S'il y prête attention, le lecteur du livre découvrira qu'il existe des négligences coupables, naturelles, rationnelles ou irrationnelles... mais aussi, confortables (lorsqu'elles économisent du temps) et désirables (lorsqu'elles sont affectées). Le lecteur distinguera les négligents intellectuels, manuels, fonctionnaires, crédules, débordés, fatigués, assoupis... Il comprendra que la négligence ne peut être évitée dans le jeu démocratique, le management des organisations et le fonctionnement de la société, mais que, dans certains cas, elle contribue à de nouvelles inventions ou créations. Les formes de négligence se diversifient sous les effets des plateformes numériques qui pratiquent le nudge (influence douce), déploient des dark patterns (pièges de l'internaute) ou offrent de trop « bonnes affaires ». Les autrices ne se limitent pas à des cas pratiques, elles déclinent les négligences des intellectuels, des décideurs, des crédules, des fatigués... mais aussi des citoyens et des élus pris dans le jeu démocratique, faisant ainsi preuve d'un certain sens de l'actualité politique française. L'ouvrage mérite donc l'attention des citoyens-consommateurs par l'originalité de son propos, la pertinence de ses observations et la qualité de son style. Peut-être les autrices se montrent-elles à leur tour négligentes en n'analysant pas les causes psychologiques et psychanalytiques de la négligence, ainsi qu'en n'évaluant pas ses effets destructeurs de valeur à l'échelle d'une famille, d'une entreprise ou d'un pays.

M.BACACHE-BEAUVALLET est professeure à l'ENS et à Telecom Paris. F. BENHAMOU est professeure émérite à l'Université Paris-Nord et à Sciences po Paris. Elle est présidente du Cercle des économistes.

4. RADJOU Navi, *Economie frugale. Construire un monde meilleur avec moins*, Pearson

Note de lecture: Jean-Jacques Pluchart

Navi Radjou est un des théoriciens de « l'économie frugale », dont il a introduit l'expression en 2013 avec son best-seller intitulé « l'innovation jugaad » (qui signifie « ingéniosité » en hindi). Cet « art de faire plus avec moins », constitue selon lui un des remèdes aux maux dont souffrent l'économie et la société françaises, à la fois anémiées, divisées et surendettées. La frugalité consiste à mieux valoriser les capacités dynamiques (créativité et flexibilité) et les ressources naturelles et humaines. La valorisation ne doit pas qu'être économique, mais également sociale, culturelle, écologique et démocratique. Elle doit s'inscrire dans un processus de « transition systémique » et de « croissance régénérative ». La « régénération démocratique » suppose toutefois que les élus et les électeurs ne raisonnent plus en termes d'idéologies ou de doctrines, mais plutôt en fonction des effets réels des mesures votées et parfois appliquées. L'auteur multiplie les exemples d'entreprises et de pays qui s'efforcent de mobiliser une telle démarche basée sur un partage des ressources entre les entreprises et les administrations d'une même région (redéfinissant ainsi les « districts industriels à la française »), sur une « production distribuée » entre des réseaux locaux (dans tous les secteurs d'activité), sur une « chaîne de valeur hyperlocale » (réduisant les distances entre les zones de production et de consommation), et sur une « triple régénération » (des personnes, des biens et de la planète). L'application de ces nouvelles leçons d'économie industrielle devrait être facilitée par l'usage de l'IA qui permettrait de mieux inventorier les ressources, modéliser leurs synergies et simuler les effets de leurs combinaisons. Navi Radjou se livre ainsi à une habile relecture d'anciens concepts et usages expérimentés, avec plus ou moins de succès, afin de développer l'économie circulaire, de relocaliser des usines, de réhabiliter des circuits courts, ou de rechercher de nouvelles synergies économiques et sociales... Il semble donc que « l'innovation jugaad » soit l'art de réacomoder les vieilles recettes de management des organisations et de la vie en société.

Navi Radjou est professeur de management à l'université de Cambridge et est vice-président du cabinet américain de conseil Forrester.

5. BERTEZENE S. (dir.), *Démocratie en santé et pouvoir d'agir des usagers*, LEH Edition, 2025

Note de lecture: Jean-Jacques Pluchart

L'ouvrage collectif dont la rédaction a été dirigée par Sandra Bertezene, préfacé par Cynthia Fleury et introduit puis conclu par Philippe Naszalyi, s'inscrit dans le courant de recherche, actuellement très fertile, consacré à l'économie du bien-être et du soin. Comme l'ont démontré les récents débats du Parlement français sur le budget de la sécurité sociale, les questions de l'organisation des soins et de la solidarité sociale sont désormais au centre des débats publics. C'est pourquoi la lecture de cet imposant ouvrage pionnier dans ce domaine essentiel, contribuera à faire mieux connaître aux élus comme aux électeurs, les enjeux de l'instauration d'une véritable « démocratie en santé ». Les 56 chercheurs, praticiens et patients hospitaliers, ont restitué dans ce livre, à la fois leurs réflexions, leurs échanges et leurs propositions en couvrant six dimensions de la problématique : participation, savoirs, engagement associatif, partenariats, recommandations et vigilance éthique. Ces dimensions ont été ensuite déclinées en 28 chapitres classés en 6 parties, consacrées respectivement au rôle des usagers dans les politiques de santé, à la place de l'expérience dans le système de santé, à l'engagement des usagers, aux modèles de partenariat développés en France et à l'étranger, à la proposition d'un agenda de travail, à des retours d'expérience, et enfin aux lanceurs d'alerte et aux outils numériques appliqués à la santé. Plusieurs auteurs proposent des plans d'action qui présentent généralement quatre principales étapes : sensibiliser le monde médical et social aux enjeux d'une meilleure solidarité par des campagnes de communication (c'est l'objet du livre); donner un meilleur accès aux ressources publiques, privées et surtout associatives existantes ; coconstruire de nouvelles ressources médicales, paramédicales et d'accompagnement, notamment avec l'assistance de l'Intelligence Artificielle ; encourager la création de postes dans pratiquement toutes les fonctions de l'économie du soin. L'ouvrage dresse un panorama éclairant du monde hospitalier et para-hospitalier, mais il délivre surtout un message, à la fois évident et original : restaurer une démocratie dans le secteur de la santé, suivant l'exemple du modèle social institué par les fondateurs français de la sécurité sociale, dont certains principes ont été détournés depuis 80 ans.

Sandra Bertezene et Cynthia Fleury sont professeures de sciences de gestion au CNAM. Philippe Naszalyi, est professeur émérite d'université et directeur de la revue des Sciences de Gestion.

6. F. SONG-NABA, S. David ILBOUDO et W. A. BEYI (dir), *L'Afrique et la modernité. Des sciences ou des consciences*, L'Harmattan

Note de lecture : Jean-Jacques Pluchart

Ce livre collectif, rédigé par des universitaires africains, soulève la problématique de l'adaptation des économies et des sociétés africaines aux changements technologiques, économiques et sociaux du monde contemporain. Ils s'interrogent sur la place que pourrait - ou devrait - occuper le continent africain face aux pays occidentaux, à l'Europe, à la Chine et aux autres pays du Sud global. Les auteurs s'efforcent d'apaiser la tension existant depuis plus d'un demi-siècle, entre l'héritage des traditions post-coloniales et les impératifs post-modernes fondés sur l'innovation, l'individualisme et les libertés. Ils définissent la modernité comme étant « une construction historique visant à libérer l'individu des contraintes sociales et culturelles » et ils s'interrogent sur la capacité des populations africaines à s'adapter au progrès technique et social, par des actions collectives coordonnées et par des réformes institutionnelles et structurelles. Ils estiment impératif de penser la « modernité africaine active » non comme une imitation des modèles occidentaux, mais comme une construction plurielle, alliant science et conscience, propre aux réalités du continent. Pour répondre à leurs interrogations, les auteurs appliquent une démarche principalement ethno méthodologique, conjuguant des analyses théoriques et des observations pratiques. Plusieurs chapitres méritent une lecture attentive. Membre conçoit la « modernité post-traditionnelle » comme caractérisée par un désencrage des pratiques sociales et une reconfiguration de l'espace-temps, une différenciation des sphères sociales et une meilleure réflexivité institutionnelle, selon une perspective ouverte par le sociologue britannique Giddens. W-A. Beyi et S-D. O. Ilboudo, réfléchissent sur l'appropriation des technologies de l'IA, qui constitue un des principaux défis à la fois technologique, économique et éthique des pays d'Afrique. B. Yampa et N.C. Tiemtoré montrent l'adhésion massive des populations aux monnaies numériques pour des usages pratiques. S. J. Ouédraogo s'intéresse à la difficulté de transmettre des connaissances sur les nouvelles technologies. Il s'efforce de « repenser l'épistémologie des sciences en Afrique, en considérant les cultures africaines comme des stratégies de mieux-être ». K. Wiebke constate une opposition entre les approches ethnologique et anthropologique adoptées dans les « African Studies », tandis que W. Keim relève les dimensions paradoxales en science sociale entre le Nord et le Sud de l'Afrique. N. Kokouvi-Edem et A. Kouméalo s'interrogent sur les pratiques de l'action collective en Afrique et notamment, sur la gestion des projets de développement respectueux de l'environnement. L'ouvrage avenir prometteur mais incertain, restitue donc les

attentes de l'élite et de la jeunesse africaines confrontées à un Les co-auteurs de l'ouvrage sont principalement des enseignants-chercheurs africains

**7. VILAINE L, AFONSO D., *Le retour de la puissance en géopolitique.*
Bienvenue dans le vrai monde, L'Harmattan**

Note de lecture : Florence Anglès

Ce livre est un avertissement, et il ne prend pas de gants. Il ne s'agit pas tant d'un retour à la guerre d'hier que de la fin d'une illusion. On a longtemps cru que le commerce, le droit et notre interdépendance suffiraient à garantir la paix. C'était une parenthèse confortable, mais on s'aperçoit aujourd'hui qu'elle était incroyablement fragile. La mondialisation nous a sans doute rapprochés, mais elle a aussi créé de nouvelles failles. Notre dépendance mutuelle n'est plus seulement une affaire d'échanges : c'est devenu une arme. Sanctions économiques, contrôle des normes, maîtrise des chaînes de production, accès à l'énergie ou aux métaux rares... Voilà les nouveaux outils du pouvoir. L'économie est devenue un champ de bataille, plus discret et souvent plus redoutable qu'un conflit armé. Face à ça, la vieille formule de Lord Palmerston n'a pas pris une ride : « Nous n'avons pas d'alliés éternels, ni d'ennemis perpétuels. Seuls nos intérêts sont éternels et perpétuels, et nous avons le devoir de les suivre. » C'est une façon un peu crue de rappeler ce que la diplomatie s'efforce de cacher : au fond, le jeu international reste d'un cynisme absolu. Aujourd'hui, les conflits ne se cantonnent plus au terrain militaire. Ils s'invitent dans le cyberspace, dans nos infos, au cœur de nos infrastructures, sur les routes maritimes et même dans l'espace. Le but n'est plus forcément de vaincre, mais de prendre le dessus, de paralyser l'autre, d'épuiser sa résistance à petit feu. La frontière entre la paix et la guerre devient floue, ce qui rend la riposte politique, juridique ou militaire terriblement compliquée. Et la technologie vient jeter de l'huile sur le feu. Le contrôle des données, l'intelligence artificielle, les semi-conducteurs, les drones ou les nouvelles armes offrent un avantage écrasant à celui qui les maîtrise. Mais ces mêmes technologies nous rendent dépendants, nous exposent. Les outils qui devraient nous protéger deviennent des cibles. Ils n'apportent pas que la sécurité, ils attirent aussi les ennuis. Bien sûr, il faut se servir de ces atouts pour nos opérations extérieures et notre sécurité commune, mais à une condition devenue vitale : en rester maître. Cette fameuse « souveraineté technologique » n'est plus un luxe ni un slogan politique, c'est la condition sine qua non de notre sécurité et de notre liberté de manœuvre. L'Europe a l'air d'avoir compris le message, mais elle est encore loin du compte. Elle augmente ses budgets, parle d'autonomie, essaie de s'organiser, mais pour sa défense, elle compte encore énormément sur les États-Unis. Sans un cap politique clair et une vraie stratégie industrielle, tout cet argent risque de n'être qu'un coup d'épée dans l'eau. Pourtant, ce livre n'est pas un appel au défaitisme. Le retour de la brutalité dans les rapports de force ne veut pas dire que tout est joué d'avance. Simplement, il nous oblige à être lucides, à savoir ce qui

compte vraiment, à faire des choix, même s'ils coûtent cher, et à les assumer. C'est tout l'enjeu de l'analyse stratégique. Et c'est, sans aucun doute, toute l'ambition de ce livre.

Biographie des auteurs

Laurent Vilaine est docteur en sciences de gestion, ancien officier du ministère de la Défense et enseignant en géopolitique à l'ESDES Business School.

Damien Afonso est enseignant en géopolitique à l'ESDES Business School. Il a précédemment coordonné des projets pour des organisations internationales et pour le gouvernement français.